

Dialogue CTA sur l'intégration

« Travailler – Donner sa chance, saisir sa chance »

Quelques projets de l'économie dans le cadre du dialogue 2012 – 2016

Projet pilote des partenaires sociaux dans la branche du nettoyage : Intégrer les réfugiés dans le marché du travail (2016)

Association des entrepreneurs de Zurich/Schaffhouse : Cours RIESCO pour réfugiés (2016)

Association des entrepreneurs du canton de Berne : Cours technique de construction pour les réfugiés (2015)

Partenaires au dialogue publics et privés : Encouragement linguistique sur le lieu de travail – Conseils à l'intention des PME (2014)

Partenaires sociaux du secteur principal de la construction : « L'allemand sur le chantier » (2012)

GastroSuisse : Offensive de formation professionnelle « Bien informé – mieux intégré » (2012)

Union suisse des arts et métiers (usam) : « Le travail, un lieu d'identification où se développer ! » (2012)

Projet pilote des partenaires sociaux dans la branche du nettoyage

Intégrer les réfugiés dans le marché du travail

Les partenaires sociaux de la branche du nettoyage de Suisse allemande participent par un projet pilote pour les réfugiés au dialogue d'intégration TAK "Travailler – donner des opportunités, utiliser les opportunités". Une formation de trois mois doit permettre aux participants d'entrer sur le marché du travail.

Le projet pilote a démarré en septembre 2016. 17 réfugiés reconnus et admis provisoirement effectuent un stage de trois mois dans une entreprise de nettoyage. Parallèlement, ils suivent deux fois deux cours d'allemand par semaine et une formation de base technique. Un second cours est prévu pour 2017.

Partenaires sociaux et cantons travaillent ensemble

Le projet de la commission paritaire de Suisse allemande de la branche du nettoyage est une contribution à l'intégration des réfugiés reconnus et admis provisoirement dans le marché du travail. Les acteurs-responsables sont Allpura, l'association suisse des entreprises de nettoyage ainsi que les syndicats Unia et Syna. Le coût des cours est entièrement pris en charge par des fonds paritaires. Les stagiaires accueillis perçoivent une rémunération de près de 800 CHF. Les cantons sont responsables de la présélection des participants et aident les entreprises pour les demandes d'autorisations de travail qui sont gratuites dans le cadre du projet pour les employeurs.

Langue, théorie et pratique

Le projet pilote a démarré début septembre dans les cantons Aargau, Bâle-ville, Bâle-campagne, Berne, Soleure et Zurich. Les cours de langue et de technique de travail se déroulent dans les centres de formation de la branche du nettoyage à Rickenbach SO et Dietikon ZH. La formation basique professionnelle est prise en charge par les spécialistes de la branche. L'institut ECAP est responsable des cours de langue, il s'agit d'un institut de formation syndicalisé et spécialisé depuis plus de 40 ans dans les cours de langue pour les migrants peu habitués à apprendre.

La branche du nettoyage est expérimentée dans l'intégration

La branche du nettoyage est expérimentée dans l'intégration des travailleurs étrangers ; 95 pour cent des 80'000 salariés env. sont issus de l'immigration. La branche offre des prestations significatives depuis longtemps dans l'enseignement et la formation professionnelle technique et linguistique qui sont au cœur de l'intégration, comme l'explique Karin Funk Directrice d'Allpura.

"Le travail est une étape importante dans l'intégration"

Depuis des années, des réfugiés reconnus et admis provisoirement trouvent un poste dans le nettoyage. Toutefois, un projet pilote pour l'intégration de ce groupe dans le marché du travail est le bienvenu, déclare Funk. "La structure décharge les entreprises. Les instances des cantons prennent en charge la présélection des participants et aident les entreprises

Allpura

Verband Schweizer Reinigungs-Unternehmen.
Association des entreprises suisses en nettoyage.
Associazione delle imprese svizzere di pulizia.

UNIA

Die Gewerkschaft.
Le Syndicat.
Il Sindacato.

syna

dialog
dialogue
dialogo

integration
intégration
integrazione

pour les demandes d'autorisations de travail". Elle considère que les participants réussissent leur entrée dans le secteur du nettoyage après leur stage.

"Le travail est une étape importante dans l'intégration. Les réfugiés nouent ainsi des contacts avec d'autres personnes, ont un aperçu du quotidien suisse et peuvent se construire pas à pas une nouvelle existence."

Contacts

Karin Funk, Directrice d'Allpura, 062 289 40 40/079 206 51 14, k.funk@allpura.ch

Rita Schiavi, Membre de la Direction d'UNIA, 031 350 23 88, rita.schiavi@unia.ch

Claudia Hablützel, Directrice de la commission paritaire du nettoyage, 043 366 66 93, claudia.habluetzel@lmpnovitas.ch

Association des entrepreneurs de Zurich/Schaffhouse – cours RIESCO pour réfugiés

L'Association des entrepreneurs de Zurich/Schaffhouse et Hotel&Gastro formation ont élaboré en commun un cours dans la construction dénommé RIESCO, dans le but de préparer les réfugiés du canton de Zurich à un apprentissage professionnel.

Le premier cours a débuté en août 2016 avec 13 participants. La formation de onze mois au centre des entrepreneurs à Effretikon est suivie d'un stage de quatre semaines dans une entreprise de construction du canton de Zurich. Mis à part la formation professionnelle initiale basée sur la théorie et la pratique, le cours comporte des leçons d'allemand et des blocs d'enseignement sur des thèmes comme normes et valeurs sur le marché du travail (respect des règles, ponctualité, comportement), technique d'apprentissage et processus de candidature.

Qualification de base

L'association des entrepreneurs de Zurich/Schaffhouse appuie le projet RIESCO construction du canton de Zurich visant la préparation ciblée des réfugiés à un apprentissage dans le secteur principal de la construction.

La qualification de base professionnelle dans le concept RIESCO construction s'étend à un vaste domaine : p.ex. lire et expliquer des plans, appliquer des plans, effectuer des travaux de maçonnerie et des coffrages ou encore conduire des engins de manière autonome. Un volet particulièrement important est consacré aux aspects inhérents à la sécurité : appliquer les prescriptions sur les chantiers, utiliser l'équipement de protection individuelle (EPI), décrire les dangers ou monter des échafaudages de travail selon les instructions, mais être familiarisé avec le levage des charges ou savoir utiliser correctement des échelles.

Passer à une formation professionnelle initiale

Au terme de la formation, les apprentis ont mis en pratique et approfondi les travaux de base de maçon ; ils sont prêts à entrer sur le marché du travail. Ils reçoivent un certificat à l'issue du cours et disposent également d'un dossier de candidature complet. L'objectif de RIESCO construction est de garantir le passage sans interruption à la formation professionnelle initiale d'aide-maçon AFP (2 ans) ou à celle de maçon CFC (de 3 ans).

Hotel&Gastro formation

L'institution de formation et de perfectionnement professionnels Hotel&Gastro formation, soutenue par GastroSuisse, hotelleriesuisse et Hotel&Gastro Union, avait conçu en 2006 le cours RIESCO pour la branche de la restauration et de l'hôtellerie suite au mandat confié par le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM). Une fois le concept achevé, l'institution de formation a proposé ses cours dans les cantons de Lucerne et Zurich. Puis en 2013, a suivi le cours RIESCO dans le secteur automobile et technique des bâtiments en collaboration avec l'Ecole technique suisse à Winterthur. Ces cours sont proposés aux réfugiés reconnus et aux personnes admises à titre provisoire ; les coûts de formation sont pris en charge par le canton, également compétent pour la présélection des participants.

Contact

Daniel Martin, directeur du centre de formation des entrepreneurs à Effretikon,

052 355 11 88, dmartin@bau.ch

Association des entrepreneurs du canton de Berne : Cours technique de construction pour les réfugiés

L'association des entrepreneurs du canton de Berne (KBB) et l'école technique bernoise ont conçu en commun le cours technique construction pour préparer les réfugiés et les personnes admises à titre provisoire à affronter le marché du travail et à faire un apprentissage professionnel.

Le projet pilote de trois ans, qui a démarré en été 2015, est financé par le canton de Berne. Par année, dix participants de la région bernoise sont admis à la formation annuelle. Le programme comporte des cours interentreprises pratiques à la halle de maçon, de même que l'enseignement des connaissances professionnelles, de langues et d'intégration à l'école technique. L'offre est complétée par 120 jours de stage en entreprise.

Le concept détaillé avec les contenus d'enseignement a été élaboré par l'Association des entrepreneurs du canton de Berne (KBB) et l'école technique bernoise. Cette école est compétente pour la sélection des participants effectuée par le biais d'un examen théorique et pratique de même que par un entretien.

Participants motivés

Bilan réjouissant de la première année pilote : en effet, les participants sont motivés, ils font preuve d'habileté manuelle et ont physiquement les capacités requises. Selon les déclarations du directeur de la KBB Peter Sommer, ils ont bien appris à utiliser les outils et se sont également bien intégrés dans les entreprises qui les ont accueillis pour leur stage.

La langue constitue un handicap

En revanche, les faibles connaissances linguistiques ont constitué un important handicap. Selon les enquêtes, la méthode «Apprendre tout d'abord la langue, puis travailler» répandue jusqu'ici prend beaucoup de temps, si bien qu'un apprentissage de la langue et l'assimilation des connaissances professionnelles en parallèle s'avèrent plus efficaces. Le fait que les participants au cours apprennent la langue pendant leur travail est un argument justifiant cette procédure. Mais dans la pratique, une telle procédure s'avère souvent difficile, en particulier dans l'enseignement sur les connaissances professionnelles. Dans la halle des maçons ou sur les chantiers, il est plus facile de se débrouiller avec des moyens de communication non verbale, p.ex. en présentant les étapes de travail par des gestes.

Les raisons linguistiques expliquent aussi qu'aucun des participants n'a pu commencer un apprentissage d'aide-maçon AFP ou de maçon CFC au terme de la formation. Selon Peter Sommer, les connaissances linguistiques des participants n'étaient pas suffisantes, même après le cours technique, pour suivre des leçons habituelles sur la formation professionnelle ou résoudre des tâches écrites. Pour remédier à cette situation peu satisfaisante, il reste comme possibilité d'engager les réfugiés comme main-d'œuvre non qualifiée en leur faisant suivre des cours d'allemand en parallèle; c'est ce qui leur permettra d'atteindre le niveau requis pour une formation professionnelle ou pour une formation continue.

L'intégration, une tradition de longue date

Dans le cadre de son engagement, la KBB est convaincue que des projets de ce type contribuent pour une large part à une intégration durable des réfugiés reconnus et des personnes admises à titre provisoire, ce qui leur permettra ensuite d'être autonomes. Toujours selon Peter Sommer, nombreuses sont les entreprises disposées à proposer des

places de stage. En effet, la formation et le perfectionnement professionnels de travailleurs étrangers reposent sur une longue tradition dans le secteur principal de la construction.

Contacts

KBB : Peter Sommer, directeur de l'Association des entrepreneurs du canton de Berne,
031 350 51 81, p.sommer@kbb-bern.ch

TF Berne : Andreas Zysset, directeur de l'école technique bernoise, 031 337 37 37

Partenaires au dialogue publics et privés

Encouragement linguistique sur le lieu de travail – Conseils à l'intention des PME

L'importance de l'encouragement linguistique sur le lieu de travail ne saurait être sous-estimée : l'acquisition d'une langue est le fruit d'un travail quotidien. Le meilleur des cours n'apporte pas grand-chose si les connaissances acquises ne peuvent être mises en pratique. A cet égard, les entreprises disposent de plusieurs possibilités relativement simples à mettre en place.

Constatant que la documentation au sujet de l'encouragement linguistique était rare, les partenaires du dialogue ont rédigé un dépliant fournissant des conseils pour les PME et le diffusent à grande échelle, notamment sur le site [www.dialogue-integration.ch/au travail](http://www.dialogue-integration.ch/au_travail).

Cela dit, si l'encouragement linguistique sur le lieu de travail est crucial pour l'acquisition de la langue, il ne remplace pas pour autant un cours. Il y a donc lieu de montrer de manière aussi concrète que possible tant aux employés qu'aux employeurs que ces cours présentent un intérêt pour les deux parties.

Il importe également de leur expliquer qu'un cours d'un semestre ne suffit pas pour améliorer de manière significative les capacités des collaborateurs de langue étrangère, souvent peu habitués à suivre des cours, à se faire comprendre sur leur lieu de travail. L'apprentissage d'une nouvelle langue prend du temps, notamment en Suisse alémanique, où les intéressés doivent acquérir des connaissances à la fois de l'allemand standard et du dialecte local.

C'est d'ailleurs pour cette raison que les partenaires du dialogue souhaitent favoriser une meilleure compréhension à l'égard du processus d'acquisition de connaissances linguistiques et de l'importance de l'encouragement linguistique sur le lieu de travail par le contact direct avec les employeurs.

Partenaires sociaux du secteur principal de la construction

L'allemand sur le chantier

Les partenaires sociaux du secteur principal de la construction ont participé au projet "L'allemand sur le chantier" dans le cadre du Dialogue au quotidien CTA 2012-2016. L'objectif était d'améliorer les conditions-cadre pour permettre aux travailleurs étrangers d'apprendre l'allemand sur la base d'un enseignement axé sur la pratique, le but final étant de mieux les intégrer.

Le projet pilote "L'allemand sur le chantier" s'est achevé avec succès à fin 2015. Ces cours linguistiques seront désormais proposés régulièrement. Les premiers cours en français ont débuté en 2016 dans les cantons de Fribourg et du Jura.

Le secteur principal de la construction propose depuis plusieurs décennies des cours de langue gratuits ou très avantageux aux travailleurs étrangers. Sachant qu'env. 60% de la main-d'œuvre sur les chantiers sont des étrangers, les employeurs ont parfaitement conscience de l'importance que revêt l'encouragement linguistique afin que leurs collaborateurs se sentent à l'aise lors de leur travail et au quotidien.

Phase pilote 1 : cours sur les chantiers pendant le temps de travail

Les éléments suivants étaient nouveaux dans le projet pilote "L'allemand sur le chantier": les cours ont été comptés comme temps de travail et le système d'apprentissage de langue fide axé sur la pratique a été appliqué; ce système a du reste été conçu pour les migrants selon mandat confié par le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) (www.fide-info.ch). Les contenus des cours étaient basés non seulement sur le travail, mais sur des situations au quotidien.

Lors de la première phase du projet pilote au semestre d'hiver 2012/13, cinq cours gratuits se sont déroulés sur le chantier pendant le temps de travail. Les partenaires sociaux voulaient ainsi motiver davantage les travailleurs de la construction à fréquenter un cours de langue.

Phase pilote 2 : cours pendant le temps libre, mais en contrepartie prime sur le salaire

Les trois entreprises participantes et la soixantaine de travailleurs de la construction étaient dans l'ensemble très satisfaites. C'est uniquement l'enseignement dispensé pendant les heures de travail qui a causé quelques problèmes sur les chantiers, car les absences des collaborateurs ont bloqué les travaux.

Par conséquent, les cours ont été fixés le samedi matin dans la deuxième phase pilote 2013-2015. Celui qui a fréquenté un cours semestriel de 50 leçons et l'a achevé avec succès, reçoit une prime sur son salaire à hauteur de 750 francs. Ce montant correspond à 70% du salaire de base pour 40 heures de travail. resp. 50 leçons. L'enseignement est gratuit et la prime est versée pour stimuler les travailleurs à fréquenter les cours.

Extension à toute la Suisse alémanique

Lors de la deuxième phase du projet pilote, l'offre a été étendue à d'autres régions. En 2014, une quarantaine de cours se sont déroulés dans onze cantons et en 2015, 100 cours env. ont eu lieu dans pratiquement tous les cantons de Suisse alémanique.

Le Parifonds Construction, le fonds de formation de la branche en Suisse alémanique et dans les cantons de Fribourg et du Jura a pris les coûts à sa charge. Ce fonds bénéficie du soutien financier des partenaires sociaux à savoir la Société Suisse des Entrepreneurs (SSE), l'association Cadres de la Construction Suisse, Unia et syna.

Offre régulière

L'évaluation globale de la phase pilote a été positive, puisqu'elle a débouché sur une plus-value. Par conséquent, les partenaires sociaux ont décidé de poursuivre ce projet, en proposant une offre régulière. L'offre est destinée à toutes les entreprises assujetties à la Convention nationale (CN). En 2016, environ 100 cours se sont à nouveau déroulés en Suisse alémanique. Parallèlement à cela, deux cours par canton ont été proposés dans ceux de Fribourg et du Jura.

Les partenaires sociaux disposent de fonds paritaires cantonaux à Genève, Neuchâtel, Vaud et Valais qui ne dépendent pas du Parifonds Construction. Ces fonds financent également des cours de langue organisés dans leur région, mais dans ces cantons, le modèle «L'allemand sur le chantier» n'a pas été pris en considération. Selon les informations des partenaires sociaux, il n'est pas nécessaire de proposer au Tessin des cours de langue aux travailleurs étrangers.

1,3 million de francs

De 2012 à 2016, le Parifonds Construction a mis sur pied env. 250 cours au total qui ont vu la participation de quelque 2500 collaborateurs. Les coûts pour collaborateurs avec contrat de travail fixe sont pris en charge exclusivement par le Parifonds et s'élèvent pour cette période à env. 1,3 million de francs. Les frais de cours pour le personnel temporaire sont financés par le fonds de formation „temptraining“, le partenaire social de la branche de travail temporaire.

Motiver à apprendre

"L'allemand sur le chantier" se base sur le système d'apprentissage des langues fide, élaboré suite au mandat confié par le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM). Ses objectifs de formation sont fortement axés sur la pratique : changer d'équipe de travail avec un collègue, comprendre les rapports sur le chantier et savoir les formuler, fixer un rendez-vous avec le médecin par téléphone, comprendre l'invitation à une soirée de parents à l'école. C'est de cette manière que des résultats positifs seront rapidement obtenus, ce qui incitera les participants à continuer d'apprendre.

Durant la phase pilote, l'enseignement a été dispensé par la Fondation ECAP, un organisme syndical pour la formation, spécialisé depuis plus de 40 ans dans l'enseignement de langue à des migrants peu habitués à apprendre. Dans l'intervalle, d'autres écoles de langue proposent également des cours de ce type.

Contacts

Société suisse des entrepreneurs : Ueli Büchi, ubuechi@baumeister.ch, 044 258 81 11

Unia : Rita Schiavi. rita.schiavi@unia.ch, 079 440 89 20

GastroSuisse

« **Bien informé – mieux intégré** »

« **Bien informé – mieux intégré** ». C'était le slogan choisi par GastroSuisse pour lancer son offensive de formation professionnelle début 2013. La Fédération de l'hôtellerie et de la restauration réitérait ainsi sa volonté de contribuer à l'intégration des employés étrangers.

L'intégration des employés étrangers dans l'hôtellerie et la restauration est une préoccupation constante, d'autant que cette branche d'activité recrute près de 40 % de ses collaborateurs parmi les étrangers. Les futurs chefs d'établissement doivent donc apprendre à gérer les différences culturelles.

Il y a un certain temps déjà que l'intégration et la communication interculturelle font partie intégrante des modules de cours de niveau G2 de la formation de cafetier-restaurateur-hôtelier GastroSuisse, qui débouche sur le brevet fédéral. Suivie chaque année par 80 à 100 cadres, cette formation insiste depuis 2013 sur la problématique de l'intégration. Depuis 2013, l'intégration et les échanges interculturels sont abordés plus tôt, c'est-à-dire dès le niveau G1, ce qui permet d'accroître leur impact. Chaque année, 1300 cadres environ passent par ce niveau dans tout le pays.

Par cette campagne, GastroSuisse veut informer les entrepreneurs en herbe, notamment des services à leur disposition pour répondre à leurs questions. La fédération entend les inciter à contribuer, eux aussi, à l'intégration de leurs employés étrangers et ce, au travail comme dans la vie quotidienne. En effet, une bonne entente au sein d'une équipe se reflète sur la qualité de son travail et, partant, sur la satisfaction des clients.

GastroSuisse est la Fédération de l'hôtellerie et de la restauration en Suisse. Association patronale chef de file de sa branche, elle regroupe plus de 20 000 membres (3 000 hôtels) répartis en 26 sections cantonales et cinq groupements sectoriels. Ce secteur, qui compte plus de 200 000 employés et 27 000 établissements, joue un rôle déterminant l'économie suisse.

Contact

GastroSuisse, Marketing et Communication, Brigitte Meier-Schmid, 044 377 53 53, communication@gastrosuisse.ch

Union suisse des arts et métiers (usam)

« Le travail, un lieu d'identification où se développer ! »

En tant que partenaire du dialogue « Travailler – donner sa chance, saisir sa chance » de la Conférence sur les agglomérations (CTA), l'Union suisse des arts et métiers (usam) soutient l'intégration des employées et employés étrangers sur le marché du travail. Au moyen de mémentos et d'informations dans ses médias, l'usam rappelle aux PME qu'elles ont un rôle à jouer dans l'intégration. De plus, elle souhaite dorénavant informer directement la population étrangère sur le système suisse de formation professionnelle.

Nombreuses sont les PME qui donnent à leurs collaborateurs étrangers la chance de prouver leurs compétences et de mettre en valeur leur expérience. Le lieu de travail est pour eux un environnement idéal pour améliorer leurs connaissances linguistiques. La plupart des jeunes étrangers de deuxième génération débutent leur vie professionnelle dans une petite ou moyenne entreprise ; les PME ont donc un rôle majeur à jouer dans le processus d'intégration, un rôle qu'elles prennent au sérieux.

L'usam, l'organisation faïtière principale de l'économie suisse, adresse régulièrement des informations sur l'intégration aux PME. Dans son mémento « Le travail, un lieu d'identification où se développer ! », elle encourage les PME à poursuivre leurs efforts et invite les nouvelles entreprises à suivre leur exemple. L'usam a distribué le mémento à ses associations et à 150 000 PME en passant par ses différents canaux.

Dans le cadre de la Conférence tripartite sur les agglomérations (CTA), l'usam coopère depuis un certain temps déjà avec les services de l'État et les écoles dans le but de faciliter l'entrée des jeunes dans la vie active.

Numéro 1 : organisation faïtière principale de l'économie suisse, l'usam représente 250 associations et près de 300 000 entreprises.

Informations complémentaires

Hans-Ulrich Bigler, directeur, 031 380 14 14, 079 285 47 09

Dieter Kläy, responsable de dossier, 031 380 14 14, 079 207 63 22